



ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Genève, mai 2001

**Troisième Conférence des Nations Unies
sur les pays les moins avancés (LDCIII)**

Bruxelles, 14-20 mai 2001

**PROPOSITIONS D'ACTION DU BIT
("DELIVERABLES")**

Introduction

Le principal problème auquel sont confrontés les pays les moins avancés (PMA), comme d'ailleurs l'ensemble des pays en développement, est la persistance de la pauvreté voire, dans certains cas, la progression de son incidence. Le BIT est fermement convaincu du lien vertueux entre croissance, emploi et réduction de la pauvreté, et il fait reposer cette conviction sur l'expérience qu'il a acquise aux quatre coins de la planète et sur l'exemple des résultats les plus favorables qu'il a obtenus. L'emploi et les autres moyens de subsistance durables sont en général la solution par excellence pour échapper à la pauvreté.

C'est sur cette vision que repose la contribution du BIT à la conférence LDC III – sur une recherche générale pour le *travail décent*. Qu'est-ce que le *travail décent* ? C'est ainsi que l'on désigne le travail rémunéré, effectué dans le respect de la liberté, de l'équité, de la sécurité et de la dignité humaine. En d'autres termes, le *travail décent* passe en premier lieu par la création d'emplois ; ces emplois doivent être de qualité décente, c'est-à-dire suffisamment rémunérés et de nature à préserver la dignité des être humains. La protection sociale est en outre absolument nécessaire, afin de servir de bouclier contre les chocs inattendus et pour assurer aux différentes générations la part de croissance et développement qui leur revient. Ces objectifs ne peuvent être atteints de manière durable sans l'instauration d'un dialogue social entre les partenaires sociaux – les employeurs, les travailleurs et les gouvernements. La notion de droits est au cœur du concept de *travail décent*. La pauvreté se traduit par diverses formes de perte de liberté ("unfreedom") qui empêchent les gens de réaliser et d'exploiter leur potentiel.

Pour que cette stratégie puisse soutenir l'objectif fixé lors du Sommet du Millénaire des Nations Unies, soit la diminution de la pauvreté par deux d'ici 2015, il est nécessaire qu'elle soit rendue opérationnelle et intégrée à d'autres stratégies et plans nationaux pour la réduction de la pauvreté.

C'est dans cette optique que le BIT a élaboré plusieurs « Deliverables », qui contiennent des propositions génériques de politiques et de programmes visant à soutenir les PMA dans leur processus de développement.

Les « Deliverables » du BIT peuvent être classés en quatre grandes catégories :

- a) *développement des ressources humaines et emploi* : L'objectif principal est de respecter les caractéristiques spécifiques des PMA en proposant une liste d'éléments pouvant être intégrés dans les stratégies nationales pour l'emploi, et de soutenir les programmes nationaux pour la réduction de la pauvreté en obtenant et en renforçant une croissance à forte intensité d'emplois. L'accent est plus particulièrement mis sur les données suivantes: infrastructure à forte intensité d'emplois; développement des compétences et formation professionnelle (pour les jeunes surtout) ; travail indépendant par le soutien aux entreprises (et aux femmes entrepreneurs particulièrement) ; emploi coopératif ; accès aux services financiers et aux systèmes d'information relatifs au marché du travail. Un mélange de développement économique local et de développement des ressources humaines nécessaires au renforcement de la compétitivité des PMA dans le commerce international est également proposé.
- b) *protection sociale* : L'objectif principal est d'étendre la protection sociale à ceux qui ne peuvent accéder aux systèmes formels de sécurité sociale. L'accent est mis sur des approches nouvelles et économiques pour l'extension de la protection sociale à la population pauvre, dans le secteur informel et le secteur rural en particulier. Des propositions novatrices sont également présentées, comme par exemple une structure de réassurance pour les régimes communautaires d'assurance-maladie et un programme destiné aux familles les plus pauvres et les plus vulnérables, dans le cadre duquel le versement des allocations (revenu minimum) est subordonné à la fréquentation des cours de l'enseignement de base.
- c) *dialogue social* : L'objectif principal est de garantir que les partenaires sociaux (travailleurs et employeurs) et le Ministère national du Travail sont pleinement impliqués dans l'élaboration et la mise en application des stratégies nationales des PMA pour la réduction de la pauvreté, et que ces dernières intègrent les préoccupations en matière d'emploi et de *travail décent*. Cette approche passe par le dialogue social et le renforcement des capacités des partenaires sociaux et des Ministères du Travail, notamment grâce à la formation, qui leur donne les moyens de participer pleinement au processus décisionnel économique et social.
- d) *groupes vulnérables* : Cette catégorie vise avant tout les groupes particulièrement vulnérables, comme les enfants victimes des pires formes d'exploitation et les travailleurs vivant avec le VIH/SIDA. Elle porte essentiellement sur la prévention et la lutte contre l'exclusion sociale.

Le BIT a cherché à apporter, avec ces « Deliverables », un complément aux autres propositions du système onusien, en vue de l'élaboration d'une solution exhaustive aux problèmes des PMA. La Troisième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés (LDC III) et son suivi constitue, pour le système multilatéral, une occasion parfaite de prouver qu'il est possible de mettre en œuvre des mesures et des programmes qui répondent aux besoins spécifiques de ces pays. Le BIT et ses partenaires pour le développement s'engagent à garantir le succès de la Conférence LDC III.